

**Marcel Hic**

**Rapport : *La question nationale en France et les Etats-Unis socialistes d'Europe***

**Adopté par le comité central des Comités pour la IVe Internationale**

**septembre 1940**

La question nationale, qui a été au premier plan des préoccupations des révolutionnaires, se trouve en 1940 redevenue un des problèmes essentiels que pose l'Europe actuelle aux internationalistes. Il est clair cependant que ce problème a changé totalement, non seulement depuis l'époque du *Manifeste communiste*, mais encore depuis Lénine. Il est un de ces problèmes qu'il est urgent de repenser. Nous nous bornerons à un examen de ses aspects nouveaux, réservant à une discussion plus approfondie les références et comparaisons historiques.

### **Le plan hitlérien**

Le fascisme allemand est en train d'organiser l'Europe à sa manière qui est barbare. Barbare, car l'économie mondiale est mûre pour une organisation unitaire, pour le socialisme ; en se restreignant à une organisation continentale, le fascisme allemand mutilé les possibilités de développement réelles. La tentative d'organiser le capitalisme ne peut aboutir qu'à une régression économique. La lutte pour le partage du monde continuera avec plus de violence encore, de continent à continent. La préparation de cette lutte exigera de nouveaux efforts d'armement, une marine formidable ; à nouveau, le poids des armements écrasera la production des biens de consommation, étendra la misère. Cette caricature allemande de socialisme se révélera aux antipodes du socialisme véritable. Pour organiser l'Europe, elle devra détruire l'économie européenne au profit de la banque et de l'industrie allemandes, briser non seulement la structure économique et politique des pays non allemands de l'Europe, mais encore détruire totalement leurs entreprises industrielles, les réduire à une série de domaines agricoles, fournisseurs de denrées alimentaires, acheteurs de produits industriels. Mais cette autarcie européenne, coupée comme l'autarcie allemande des sources mondiales de matières premières et de produits de ravitaillement indispensables, devra consacrer une large part de son activité industrielle à la production d'ersatz coûteux et par là diminuera encore le niveau de vie des masses. Tel est le caractère économique fondamental de l'organisation de l'Europe telle qu'on la voit à Berlin.

Cette définition n'épuise cependant pas tous les aspects de l'évolution qu'enferme la formule nazie. En donnant un contenu concret à la formule européenne, elle impose à la conscience des masses la nécessité d'un dépassement des frontières nationales ; elle crée

les cadres objectifs d'une révolution continentale. En même temps, elle crée ces cadres, non en dissolvant les nations dans une unité économique supérieure, mais en écrasant la quasi-totalité des nations de l'Europe au profit de l'Allemagne capitaliste. Tel est le problème politique que pose la germanisation de l'Europe. Enfin, découlant du problème économique, se pose un problème social : les bourgeoisies des pays vassalisés tendent à être réduites au rôle de purs appendices de la bourgeoisie allemande ; le prolétariat de ces pays tend à se réduire en nombre, à être ravalé au rang de manœuvres ; le niveau de vie général de la nation tend à diminuer et enfin, pendant la période transitoire, cette transformation entraîne une misère profonde des plus larges couches de la population. En définitive : convergence des intérêts immédiats de la bourgeoisie et du prolétariat des pays vassalisés ; ^) paupérisation de larges couches de la population ; radicalisation possible de larges couches populaires ; ç) nécessité plus que jamais d'opposer à toutes les utopies que fait inévitablement naître une pareille situation une doctrine et une tactique délimitée.

### **La France nation opprimée**

La France tend ainsi à devenir un pays opprimé. Le fait qu'elle possède encore son gouvernement, le fait que derrière celui-ci se maintiennent les militaires et la réaction nationaliste classique ne change rien à ce fait: gouvernement impuissant d'une bourgeoisie impuissante et d'une armée défaite, le gouvernement Pétain, en définitive, ne peut pas ne pas être l'instrument des oppresseurs ; sa politique et son orientation sociale préparent le chemin à une prise de pouvoir totale par Hitler ou ses agents, à l'extension et à l'accentuation de l'oppression nationale.

Le fait que la France possède encore, nominalement, un empire colonial ne doit pas faire davantage illusion. Cet empire, les Weygand et autres Catroux le gardent pour l'impérialisme allemand ou japonais et le défendent en leur nom contre l'impérialisme anglais. La déchéance de la bourgeoisie française est chaque jour soulignée de façon éclatante par la dislocation de l'empire. Sur ce terrain, nous opposons à la politique de marchandages et de brigandages sur le dos des peuples de l'Afrique et de l'Asie le libre droit des peuples coloniaux à disposer de leur sent ; les peuples coloniaux ne demandent pas à changer de maîtres, ils demandent à être libres.

### **Vers les Etats-Unis socialistes d'Europe**

Sur les mots d'ordre fondamentaux à mettre en avant, aucun désaccord possible, à une Europe unifiée par la violence au profit des trusts allemands, nous opposons les Etats-Unis socialistes d'Europe et du monde. Non seulement c'est là notre objectif primordial mais encore le seul qui puisse et doive être réalisé : l'histoire et l'économie ont condamné l'Etat national -, elles exigent une organisation politique mondiale. Nous ne pouvons en aucun

cas nous faire les défenseurs d'un retour à la juxtaposition des nations européennes fermées. L'ère de l'Europe et du monde cloisonné en nations est close ; c'est ce (pie nous devons expliquer en premier lieu chaque fois que nous abordons le problème national.

### **Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**

Mais en même temps, nous devons expliquer que nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela ne signifie pas : nous sommes pour le droit des peuples à refuser le socialisme ; nous nous opposons à toute utilisation de ce droit qui fait le jeu de la réaction. Aux Autrichiens, nous avons dit : le devoir du peuple allemand d'Autriche n'est pas de faire triompher la réaction qui écrase le peuple allemand du Reich. C'est au contraire de conserver dans l'indépendance autrichienne ce qui existe encore de droits et de forces ouvrières, de les utiliser pour la révolution ouvrière, d'aider par là le peuple allemand à se libérer de Hitler, et afin de foire l'unité socialiste de la Grande Allemagne.

Le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes signifie : libération des peuples de l'oppression nationale et l'oppression nationale et sociale.. Dans l'Europe actuelle, cela signifie : droit des différentes nations et, éventuellement, des différents peuples qui composent telle ou telle nation à une organisation culturelle, administrative, autonome ou indépendante, dans le cadre d'une Europe économiquement unifiée par le socialisme. Le mot d'ordre est donc : nous voulons une France libre, une France française, dans le cadre d'une Europe socialiste.

### **Le droit des peuples en France**

Si l'on pose ainsi la question, on résoudre immédiatement des problèmes partiels qui ne sont pas sans intérêt, comme les problèmes breton ou alsacien. Nous avons déjà eu l'occasion de souligner combien la politique suivie par les forces occupantes avait d'analogie avec celle menée, avec d'autres moyens, en Tchécoslovaquie : elles ont entrepris un dépècement de la France afin d'aboutir plus facilement à leurs fins économiques et politiques. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est utilisé dans ce cadre pour séparer la Bretagne et l'Alsace-Lorraine de la France. Devons-nous appuyer ces tentatives ou bien nous opposer à elles, ou simplement partir du fait accompli et réclamer une Bretagne libre, une Alsace libre dans une Europe socialiste?

Cette dernière attitude ne fait en définitive que justifier le geste réactionnaire de Hitler pour l'immédiat et reporter la solution du problème aux calendes grecques. Nous devons, au contraire, avant tout viser à maintenir compact le bloc des opprimés. La Bretagne autonome ou l'Alsace-Lorraine autonome n'entendent d'ailleurs pas devenir des Etats mais jouir de certaines libertés culturelles dans le cadre d'une collectivité nationale plus vaste.

Dès lors, il nous semble évident que nous devons formuler notre politique à peu près ainsi :

1) Pour la Bretagne : Nous voulons une Bretagne jouissant, dans le cadre d'une France libérée du capitalisme :

a) des moyens de développer librement sa culture populaire ;

b) d'un programme d'assistance et de développement économique;

c) en particulier, de l'expropriation des grands propriétaires fonciers et l'aide aux petits fermiers.

2) Pour l'Alsace-Lorraine : Le problème est ici plus complexe. L'Alsace-Lorraine est une terre de culture mixte, mais dont le fondement est incontestablement germanique ; économiquement, elle est liée également à la France et à l'Allemagne. Mais ce qui doit décider dans ce cas, c'est :

a) l'opposition à une annexion pure et simple, de caractère impérialiste ;

b) l'opposition au caractère réactionnaire et corrompue de cette mesure (vassalisation de la France, entrée du prolétariat alsacien- lorrain dans les rangs du prolétariat privilégié).

En conséquence, nous exigeons :

a) un statut alsacien-lorrain accordant une large autonomie administrative, culturelle et même économique à l'Alsace- Lorraine ;

b) sur cette base, un plébiscite déterminera l'appartenance de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne ou à la France.

### **Pour un parti européen**

Nous ne faisons là qu'esquisser une position qu'il faudra discuter à fond, en particulier à la lumière des problèmes de l'Europe centrale. Il faudrait pour être complet examiner toutes les questions que pose au mouvement révolutionnaire la substitution à l'Europe de Versailles d'une Europe encore plus divisée, plus absurde, où toute trace de gouvernements nationaux a disparu. Il faudrait apporter aujourd'hui des solutions aux problèmes que pose la libération des Polonais, des Tchèques, des Slovaques, des Ukrainiens, des Baltes, des Wallons, des Flamands, des Hollandais, des Danois, des Norvégiens, des Albanais, aux problèmes que va poser le nouveau statut des Balkans. Car le problème national n'est pas seulement celui de la France, mais à des degrés divers et sous des formes diverses celui de toutes les nations de l'Europe. Ainsi se crée une

solidarité des peuples opprimés contre l'opresseur. Non seulement la solidarité qui pouvait exister entre révolutionnaires combattant un adversaire commun, pour des buts parallèles mais non identiques (chacun pour la naissance ou la renaissance de leur nation propre), mais une solidarité plus profonde résultant de l'identité du but : l'Europe socialiste. Pour cette raison précisément, nous devons, tout en nous appuyant sur le sentiment national, tout en plongeant l'organisation révolutionnaire dans le courant patriotique des masses, nous efforcer de constituer une organisation révolutionnaire, européenne, centralisée. Non pas coordonner, faire converger différent» organisations nationales, non pas dissoudre le mouvement prolétarien dans une fédération de courants ou de partis nationalistes, mais créer une organisation européenne.

C'est la leçon de Lénine. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans l'ancienne Russie, n'impliquait pas la division en partis révolutionnaires nationalistes mais au contraire la centralisation énergique en un seul parti portant d'une façon unie ses coups à l'absolutisme tsariste.

### **Action commune avec la bourgeoisie...**

Ayant ainsi précisé le sens et les cadres de notre action nationale, précisons-en maintenant la tactique et les mots d'ordre. Sur le plan tactique, le problème essentiel est le suivant : des actions communes sont-elles possibles avec la bourgeoisie nationale et avec des organisations nationalistes petites-bourgeoises ? Avec quelles méthodes ?

Il est évident que ces actions communes ne peuvent rien avoir de commun avec le front unique que préconisent les bolcheviques dans les pays coloniaux. Dans ces pays, il s'agit d'une lutte commune pour des objectifs historiquement progressistes (même s'ils doivent inévitablement être dépassés au cours même de la lutte pour les atteindre). En Europe, au contraire, les buts poursuivis par le mouvement nationaliste bourgeois sont historiquement réactionnaires (retour à la nation, reconstruction d'un impérialisme national).

Dans ces conditions, une action commune n'a de sens que dans la mesure :

- a) où elle est dirigée effectivement vers la destruction de l'impérialisme allemand dominant ;
- b) où elle suscite un véritable mouvement des masses pour leurs propres revendications, c'est-à-dire que l'action commune n'a de sens que dans la mesure où elle se fait dans le cadre des objectifs historiques du prolétariat, par la mobilisation des masses pour le programme prolétarien.

On peut objecter que c'est là une façon irréaliste de poser le problème : pourquoi la bourgeoisie accepterait-elle de s'allier avec des révolutionnaires pour un programme révolutionnaire ? Mais c'est mal poser la question.

a) Parce que, si le programme révolutionnaire aboutit à la révolution, il le fait uniquement au travers de la lutte pour des objectifs immédiats. Parce que nous sommes bolcheviques, nous affirmons que ces objectifs doivent ouvrir la voie à la révolution prolétarienne. Si nous faisons pourtant le front unique avec des bourgeois pour ces objectifs immédiats, nous ne les obligeons pas à partager notre opinion sur les conséquences lointaines de tel ou tel mot d'ordre. Nous les laissons libres de penser qu'il en sortira autre chose, qu'ils nous tromperont, etc. Nous leur demandons seulement : sur ce mot d'ordre précis, êtes-vous d'accord ? Appuierez-vous par tel moyen concret en votre pouvoir telle action ouvrière de masse pour la réaliser ? Par exemple : acceptez-vous l'idée de coopératives ouvrières de production pour empêcher le départ des machines inoccupées en Allemagne ? Oui ? Dans ce cas, nous proposons telle ou telle mesure pour en assurer l'organisation rapide.

Vous pensez certainement que par là vous vous servez des ouvriers pour préserver votre patrimoine ; nous pensons préparer ainsi la prise en main de l'économie par le prolétariat. Sur ce point des événements ultérieurs trancheront.

b) La bourgeoisie française s'est précipitée dans une impasse pour se sauver de la révolution, elle s'est jetée dans les bras de Hitler pour se sauver de cette emprise, il ne lui reste plus qu'à se jeter les bras de la révolution. Nous ne disons pas qu'elle le fasse de gaîté de cœur, ni que la fraction de la bourgeoisie capable de jouer ce jeu soit la plus importante — la majorité des bourgeois attend en secret son salut de l'Angleterre — une large minorité l'attend encore de Hitler. C'est à la fraction « française » de la bourgeoisie que nous tendons la main.

La fraction pro-allemande de la bourgeoisie, de plus en plus restreinte ne peut plus aujourd'hui que remettre son sort totalement entre les mains de Hitler et prier Dieu. La fraction pro-anglaise ne joue pas un jeu bien différent. Elle sait que la victoire de l'Angleterre signifierait le triomphe du plan Reynaud- Churchill qui ne vise rien moins qu'à mener à bien l'absorption de l'Empire français dans l'Empire anglais, la sujétion de la bourgeoisie française à la City, programme qu'avaient déjà largement esquissé les accords économiques franco-anglais.

C'est pourquoi le général de Gaulle, ex-conseiller militaire du sinistre Paul Reynaud, n'est pas autre chose qu'un pantin au service de l'état-major anglais, pantin qui ne cache même pas que son programme est un programme de réaction sociale accommodé à la sauce

anglaise. Mais le gaullisme des larges masses françaises est par contre, un phénomène largement progressiste : les masses cherchant confusément un point d'appui à leur volonté de résistance, accordent audience à celui qui peut, tous les soirs tranquillement, leur parler de Londres. Tout en dénonçant le caractère réactionnaire de la politique de l'équipe de De Gaulle, nous devons savoir trouver la voie des millions de Français « qui écoutent la radio de Londres ».

Cependant, notre politique sur ce plan doit être avant tout axée vers la fraction de la bourgeoisie qui se veut avant tout française, qui sent qu'elle ne peut attendre le salut de la France que des masses populaires, qui est capable de susciter un mouvement nationaliste petit-bourgeois, capable de jouer la carte de la révolution (de droite ou de gauche et, éventuellement, de droite et de gauche).

### **... Et la petite bourgeoisie**

Les mêmes principes valent pour l'action commune avec des organisations nationalistes petites-bourgeoises. A la question : « la collaboration avec telle ou telle organisation est-elle possible ? », nous répondons, non en fonction de son programme (est-elle catholique, conservatrice, réactionnaire, autoritaire ?) ou de sa composition sociale, mais en fonction de son attitude dans la question nationale (est-elle hitlérophile, anglophile ou simplement française ?) et de sa capacité à susciter dans un milieu donné un mouvement de masse.

### **Mots d'ordre de la lutte nationale**

Examinons maintenant quels sont les mots d'ordre que nous devons mettre en avant, la tactique que nous devons suivre, les modalités de l'action commune :

a) Comment trouver nos mots d'ordre : la lutte nationale est faite d'une infinité de mots d'ordre de détail. Nous faisons nôtre dans ce domaine toute revendication susceptible d'avoir un écho dans les masses. Concrètement, cela signifie que toute manifestation de colère des masses doit trouver un écho dans notre propagande ; dépouillés de leurs côtés parfois réactionnaires, orientés vers une issue d'ensemble révolutionnaire, nous devons renvoyer dans les masses tous les mots d'ordre qui se font jour en leur sein. Nous devons être les défenseurs des richesses que des générations de paysans et d'ouvriers de France ont accumulées. Nous devons aussi être les défenseurs des trésors artistiques et scientifiques de la France, les défenseurs de l'apport magnifique des écrivains et des savants français au patrimoine intellectuel de l'humanité, les défenseurs de la grande tradition révolutionnaire et socialiste de la France, qui a ouvert la voie à tout le mouvement d'émancipation de l'humanité, ébauché une révolution de la pensée et des faits que des penseurs de tous les pays ont continuée et développée.

b) Comités de vigilance nationale : il est nécessaire de créer des organes de la lutte nationale. Nous mettons en avant la constitution dans les quartiers, les villages, les administrations, les usines, de comités de vigilance nationale. Ces organismes peuvent être, soit des organismes permanents issus des masses, contrôlés par elles, et dans ce cas élargir leurs objectifs à tous les problèmes politiques et sociaux que pose la période actuelle, soit — et cette forme correspond davantage aux nécessités pratiques de la lutte nationale à l'étape actuelle, forcément illégale— des organismes temporaires, formés, chaque fois qu'une tâche concrète l'exige, par des représentants de toutes les organisations décidées à appeler les masses à lutter pour un objectif précis.

c) Le mot d'ordre central : résistance passive. Le rapport des forces, dans la période actuelle, entre les Français divisés, vaincus, désarmés, et une force d'occupation décidée à imposer brutalement ses volontés, exige une tactique prudente qui vise à susciter dans les masses un sentiment de solidarité contre l'opresseur, sans heurter de front la répression. C'est pourquoi le mot d'ordre central doit être : résistance passive.

Mais la résistance passive elle-même doit être organisée, les grognements orchestrés, la mauvaise volonté systématisée, les retards, les négligences, l'incompréhension savamment arrangés. Il faut savoir, dans chaque cas concret, à force d'inertie, réduire à rien toute tentative d'imposer au peuple français de nouvelles charges ou de nouvelles vexations.

d) Des mots d'ordres : le nombre de mots d'ordre nationaux est infini. Nous essaierons seulement ici d'en mettre en relief quelques-uns : A bas le pillage des richesses françaises! Le blé que les paysans de France ont fait lever, le lait des vaches qu'ils ont élevées, les machines sans lesquelles les ouvriers seraient sans travail et sans pain, le matériel de laboratoire qu'a construit le génie, toutes ces richesses françaises doivent rester en France. Les machines inoccupées doivent être remises à des coopératives ouvrières, les produits agricoles « en surplus » requis pour les femmes et les enfants des grands centres!

Libération de tous les prisonniers français ! La France a besoin des bras de ses fils les plus robustes pour se relever de la ruine.

Evacuation du territoire français : le peuple français a besoin de la paix et non de la guerre pour refaire la France.

Le peuple de France veut une France unie ! Suppression de toutes les dispositions administratives allemandes visant à briser l'unité de la France, rétablissement de la libre circulation des personnes et des correspondances.



Suppression de la censure allemande ! Le peuple français a besoin d'une presse libre et indépendante pour refaire la France libre et indépendante. Libre publication de la presse ouvrière !

A bas les réquisitions arbitraires de vivres, de linge, de maisons privées, d'écoles, d'institutions publiques et sociales !

Retrait de la monnaie allemande ! Le peuple français veut créer par son travail de vraies richesses et non être précipité dans la misère par l'inflation.

e) Le problème de la fraternisation : notre lutte n'est pas dirigée contre le peuple allemand. Elle est dirigée contre ceux qui, opprimant le peuple allemand, font de lui un instrument pour l'oppression des peuples d'Europe. Nous devons, au contraire, expliquer au soldat allemand que nous voulons lutter avec lui pour débarrasser l'Allemagne de ses capitalistes et de leur Etat fasciste. Mais la fraternisation n'est pas la complaisance du vaincu pour le vainqueur, de l'oppressé pour l'instrument de l'oppression. Nous ne sommes pas les frères mais les adversaires impitoyables du nazi sous l'uniforme. A lui, nous parlons comme à un frère trompé, sans provocation, avec franchise et fermeté, en cherchant à le gagner à la cause des opprimés, mais aussi sans lui cacher notre hostilité irréductible tant qu'il se fera l'instrument de l'oppression de son peuple et du nôtre.

### **Conclusion**

Levons, pour finir, un scrupule : ne doit-on pas craindre ce qu'on peut appeler les « radekeries » ? Ne risquons-nous pas de reprendre la politique du Parti communiste allemand en 1923 qui sut se mettre à la tête des revendications nationales, mais du même coup s'y noya et ne réussit qu'à gonfler les organisations nationalistes terroristes ? Nous avons répondu par avance : la participation à la lutte nationale n'a de sens pour nous que : a) doublée d'une propagande pour la révolution prolétarienne mondiale ; b) en liaison étroite avec le mouvement révolutionnaire européen et mondial ; c) s'il mobilise les masses ouvrières pour une lutte menée par des méthodes de classe.

Nous borner à un programme, à une activité, à des actions nationalistes serait renouveler les erreurs de Radek et du Parti communiste allemand. Nous intégrer dans le mouvement de patriotisme populaire, élargir notre base d'action pour la révolution socialiste ne peut que nous permettre de progresser et d'enraciner notre activité dans les masses.

Rapport présenté au comité central des comités pour la IV<sup>e</sup> Internationale et adopté à l'unanimité in *Bulletin du Comité pour la IV<sup>e</sup> Internationale* n° 2, 20 septembre 1940